

# ENJEU MAJEUR DU 21<sup>E</sup> SIÈCLE

L'EAU EST UN DROIT HUMAIN

**HERAUSFORDERUNG** DES 21. JAHRHUNDERTS

WASSER IST EIN MENSCHENRECHT

**L'accès à l'eau potable à travers le monde est une préoccupation centrale de ce début de siècle. Plusieurs déclarations font de l'accès à ce précieux liquide un droit fondamental. Bien plus qu'une simple ressource, l'eau est indispensable à toute vie et relève également d'une dimension spirituelle.**

---

*Par Nicolas Meyer*

---

Parmi les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) définis par la communauté internationale en 2000, la cible 7.C visait à réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas d'accès à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base d'ici 2015. Parallèlement, l'assemblée générale de l'ONU proclamait la période 2005–2015 décennie internationale de l'eau avec pour slogan «L'eau source de vie». Cette mesure dont l'objectif était d'appeler à davantage d'attention sur les questions relatives aux ressources, fait suite à une résolution qui a posé les bases pour la reconnaissance de l'eau potable et de l'assainissement comme un droit fondamental. En 2010, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté une autre résolution dans laquelle elle déclare que le droit à une eau potable, salubre et propre est un droit fondamental, essentiel au plein exercice du droit à la vie et de tous les droits de l'homme. La résolution appelle les Etats et les organisations internationales à fournir des ressources financières, à renforcer les capacités et à procéder à des transferts de technologies, grâce à l'aide et à la coopération internationale, en particulier en faveur des pays en développement.

### **Bilan positif**

Ces déclarations de bonnes intentions ont porté leur fruit puisque la cible des OMD sur l'eau potable a été atteinte avec cinq ans d'avance, selon

l'ONU. Entre 1990 et 2015, la proportion de la population mondiale utilisant une source d'eau potable améliorée est passée de 76 % à 91%. Aujourd'hui, plus de la moitié de la population mondiale bénéficie de l'eau courante. Les progrès les plus notables ont été observés en Amérique latine et en Asie. L'Afrique subsaharienne est restée en deçà de la cible, mais bénéficie tout de même d'une nette amélioration en matière d'accès à l'eau potable. Aujourd'hui, on estime à 663 millions le nombre de personnes qui utilisent encore des sources d'eau non améliorées, comme des puits non protégés, des sources ou des eaux de surface. On note également une nette progression en matière d'accès à des services d'assainissement de base, bien que la cible des OMD n'ait pas été atteinte. Depuis 1990, 2,1 milliards de personnes supplémentaires ont accès à des installations améliorées.

### **Une dimension spirituelle**

Dans la «Déclaration œcuménique sur l'eau comme droit de l'homme et bien public», les Eglises ont également souligné l'importance de l'eau en y ajoutant une dimension spirituelle. L'eau est une condition fondamentale à toute vie est peut être vue comme un don de Dieu mis à la disposition de tous afin d'en faire un usage responsable pour une vie en abondance. Elle est un bien commun qui ne saurait être privatisé. La déclaration stipule également que l'eau a une importance sociale, culturelle, médicale, religieuse et mystique. Les exemples ne manquent pas: dans la Genèse, il est dit que le souffle de Dieu planait à la surface des eaux. Par l'intermédiaire de Moïse, Dieu a assuré à son peuple l'alimentation en eau lors de la traversée du désert. Pour les chrétiens, la force symbolique de l'eau réside dans le baptême. L'eau a de plus une signification sacrée pour de nombreux peuples et cultures et possède une valeur communautaire, rituelle et traditionnelle.



*L'accès à l'eau potable  
a été nettement amélioré  
en Afrique.*

*In Afrika wurde der  
Zugang zu Trinkwasser  
erheblich verbessert.*

### **Pas de «guerre de l'eau» à l'horizon**

Dans le cadre de l'année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau lancée par l'UNESCO en 2013, il a été démontré, dans une de ses publications, qu'il n'y a aucun signe de guerres relatives à l'eau en perspective, même dans les régions où les ressources diminuent. Bien que de nombreux journalistes aient mis en avant ce sujet et que plusieurs politiciens aient utilisé cette crainte dans leur argumentation le nombre d'exemple de coopération en matière de gestion de l'eau est frappant. Les problèmes qui pourraient être soulevés dans le bassin du Danube, partagé entre 19 pays, ou celui du Nil, qui touche 11 pays, seraient faciles à imaginer. Bien que les infrastructures de l'eau aient souvent été des cibles militaires, aucun Etat n'est entré spécifiquement en guerre pour des ressources en eau depuis que les cités-états de Lagash et d'Umma se sont affrontées dans le bassin du Tigre et de l'Euphrate 2500 ans avant notre ère. Au contraire, de nombreux traités relatifs à l'eau ont été signés, principalement en matière de navigation. Ces dernières années, les accords concernent également question de la

gestion de l'eau, de la lutte contre les inondations et les projets hydroélectriques. Toutefois, l'accès à l'eau peut générer des tensions sociales et économiques.

### **Gare à la privatisation abusive**

L'UNESCO souligne, dans une autre de ses publications, qu'une mauvaise gestion de l'eau peut contribuer à une instabilité locale et provoquer des conflits parfois violents. A Cochabamba, troisième plus grande ville de Bolivie, la privatisation de l'agence de l'eau a déclenché de violentes confrontations. Auparavant, la ville souffrait d'une pénurie d'eau et était approvisionnée de manière irrégulière, la plupart du temps par une eau de qualité médiocre. Dans l'espoir d'améliorer la situation et d'accélérer le rythme de connexion au réseau, le gouvernement bolivien a signé un contrat de concession sur 40 ans avec un consortium privé. Les tarifs de l'eau potable ont alors brusquement augmenté et de nombreux ménages ont dû consacrer une partie considérable de leur budget à payer le service de l'eau, sans la moindre amélioration. Excédée, la population a recouru à

*L'eau: énergie  
de la vie.*

*Wasser: Strom  
des Lebens.*



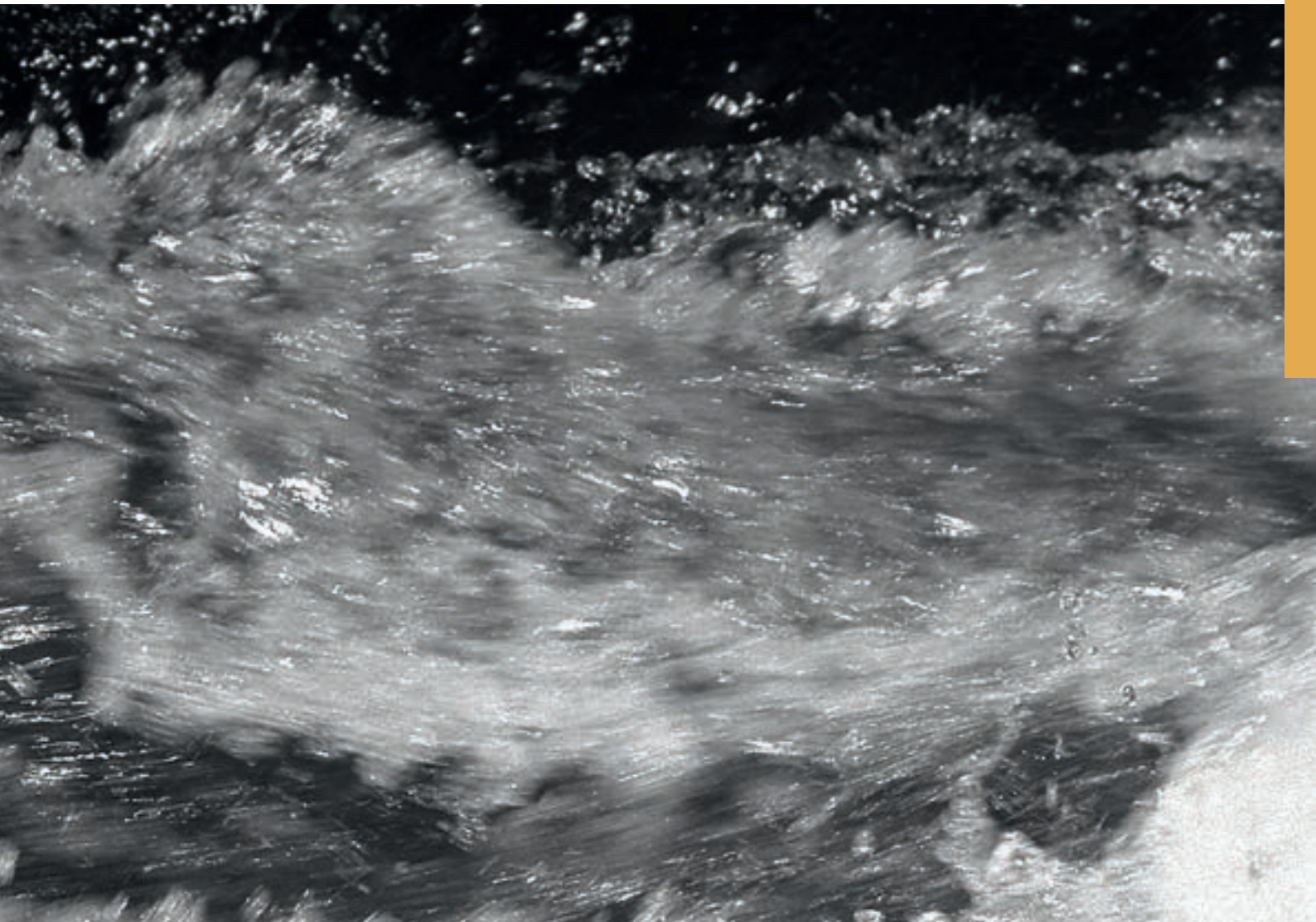
la grève générale, bloquant ainsi les routes pendant quatre jours. Outre le fait de devoir payer plus, les habitants de Cochabamba craignaient que les sources d'eau destinées à l'agriculture, principalement des puits forés par des coopératives de paysans, soient également taxées. Après plusieurs mois de troubles civils, qui ont fait une centaine de blessés et un mort, les protestations ont cessé lorsque le gouvernement a consenti à révoquer le contrat passé avec le consortium et à rendre la gestion du service de l'eau à la municipalité.

### Risque d'exode rural

Pour les professionnels de la sécurité et de la gestion des risques en matière de ressources en eau, le problème majeur se pose dans les régions du monde qui ne bénéficient pas de quantité suffisante d'eau pour irriguer les cultures agricoles. Au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Asie centrale, il arrive fréquemment que des groupes d'hommes au chômage se voient contraint de quitter la campagne pour la ville lorsque l'irrigation des terres devient impossible. Cette migration est

Entre 1990 et 2015, la proportion de la population mondiale utilisant une source d'eau potable améliorée est passée de 76 % à 91 %.

susceptible de créer une instabilité politique qui, lorsqu'elle est transfrontalière, peut également générer des tensions entre Etats. Dans les années soixante, l'Inde a construit à Farraka un barrage qui détournait du Bangladesh une partie des eaux du Gange afin de débarrasser de sa vase le port de Calcutta, à quelque 160 kilomètres au sud. La réduction du débit a limité les quantités des eaux superficielles et souterraines au Bangladesh, entravé la navigation, accru la salinité, dégradé les pêcheries et menacé l'approvisionnement en eau et la santé publique, poussant certains citoyens à migrer. Ironie du sort, surtout vers l'Inde.





© Patrick Lüthy/IMAGOPress.com

*Wasser ist ein öffentliches Gut und hat in vielen Kulturen eine heilige Bedeutung.*

*L'eau est un bien public et possède une dimension sacrée dans de nombreuses cultures.*

**D** Der weltweite Zugang zu Trinkwasser ist eine der zentralen Aufgaben dieses neuen Jahrhunderts. Es existieren mehrere Deklarationen, die den Zugang zu diesem wertvollen Nass als Grundrecht bezeichnen. Wasser ist nicht einfach eine Ressource, es ist unabdingbare Voraussetzung für jegliches Leben und umfasst auch eine spirituelle Dimension.

Von Nicolas Meyer

Unter den von den Vereinten Nationen im Jahr 2000 definierten Millenniums-Entwicklungszielen (MDG) wird im Ziel 7c gefordert, dass die Zahl der Menschen, die über keinen nachhaltigen Zugang zu gesundem Trinkwasser verfügen, bis 2015 um die Hälfte gesenkt werden soll. Parallel dazu hat die Generalversammlung der UNO die Periode 2005–2015 unter dem Slogan «Wasser – Quelle des Lebens» zur internationalen Aktionsdekade des Wassers erklärt. Diese Massnahme, deren erklärtes Ziel es war, die Menschen für Fragen zu lebenswichtigen Ressourcen zu sensibilisieren, wurde im Anschluss an eine Resolution ergriffen, welche die Grundlagen für die Anerkennung des Trinkwassers und der Trinkwasserreinigung als Grundrecht legte. 2010 verabschiedete die UNO-Generalversammlung eine weitere Resolution, in der sie erklärte, dass der Zugang zu eigenem, trinkbarem und gesundem Wasser ein Grundrecht sei, das für die vollumfängliche

Ausübung des Rechts auf Leben und sämtlicher Menschenrechte unverzichtbar sei. Die Resolution fordert Staaten und internationale Organisationen auf, via internationale Hilfe und Zusammenarbeit – besonders zugunsten der Entwicklungsländer – die dafür nötigen finanziellen Mittel zur Verfügung zu stellen, die Kapazitäten auszubauen und den Technologietransfer zu fördern.

#### Positive Bilanz

Diese Deklarationen und guten Absichten haben Früchte getragen, wurde gemäss UNO doch das MDG-Ziel bezüglich Trinkwasser bereits fünf Jahre vor der gesetzten Frist erreicht. Zwischen 1990 und 2015 hat sich der Anteil der Weltbevölkerung mit Zugang zu aufbereitetem Trinkwasser von 76 Prozent auf 91 Prozent erhöht. Heute hat mehr als die Hälfte der Weltbevölkerung Zugang zu fliessendem Wasser. Die grössten Fortschritte wurden dabei in Lateinamerika und Asien gemacht. Afrika südlich der Sahara blieb zwar unter den Zielvorgaben, kann aber doch von einem erheblich verbesserten Zugang zu Trinkwasser profitieren. Die Anzahl der Personen, die heute noch unaufbereitete Trinkwasserquellen wie etwa ungedeckte Brunnen, Quellen oder Oberflächenwasser nutzen müssen, beläuft sich gemäss Schätzungen auf 663 Millionen.

Fortschritte sind auch beim Zugang zu einer Basis-Trinkwasserreinigung zu verzeichnen, obwohl hier die MDG-Ziele nicht erreicht wurden.

Seit 1990 haben zusätzliche 2,1 Mrd. Menschen Zugang zu verbesserten Installationen erhalten.

### Eine spirituelle Dimension

In der «Ökumenischen Erklärung zum Wasser als Menschenrecht und öffentliches Gut» haben die Kirchen ebenfalls die Wichtigkeit des Wassers unterstrichen, indem sie ihm eine spirituelle Dimension verliehen haben. Wasser ist eine Grundvoraussetzung für jegliches Leben und kann als Gottesgeschenk angesehen werden, das allen zur Verfügung gestellt wurde, um es vernünftig zu nutzen im Hinblick auf ein Leben im Überfluss. Es ist ein öffentliches Gut, das nicht privatisiert werden darf. Die Erklärung legt auch fest, dass Wasser eine soziale, kulturelle, medizinische sowie religiöse und mystische Wichtigkeit hat. Dafür gibt es zahlreiche Beispiele: In der Genesis wird gesagt, der Hauch Gottes schwebte über dem Wasser. In der Person von Moses stellt Gott für sein Volk die Versorgung mit Wasser sicher, als es die Wüste durchquert. Für die Christen liegt die symbolische Kraft des Wassers in der Taufe. Wasser hat zudem bei zahlreichen Völkern und Kulturen eine heilige Bedeutung und besitzt einen gemeinschaftsstiftenden, rituellen und traditionellen Wert.

### Kein «Krieg um Wasser» in Sicht

Im Rahmen des von der UNESCO 2013 lancierten internationalen Jahrs der Zusammenarbeit im Bereich Wasser konnte in einer von ihren Publikationen belegt werden, dass es keine offensichtlichen Anzeichen für Kriege um Wasser gibt. Das selbst in Regionen, in denen die Ressourcen am Schwinden sind. Zwar haben einige Journalisten reisserische Artikel zum Thema verfasst, und mehrere Politiker haben die damit verbundenen Ängste für ihre Zwecke instrumentalisiert, aber die vielen Beispiele für die Zusammenarbeit im Bereich Wasser sprechen eine andere Sprache – selbst wenn auch das Gegenteil durchaus denkbar wäre. Die Probleme, die entlang der Donau auftreten könnten, die durch 19 Länder fließt, oder entlang des Nils, der 11 Ländern Wasser bringt, kann man sich leicht ausmalen. Obwohl Infrastrukturen für Wasser oft militärische Ziele darstellten, befindet sich zurzeit kein Land explizit wegen des Wassers im Krieg. Dies seit sich die Stadtstaaten von Lagash und Umma im Becken des Tigris und des Euphrats vor 2500 Jahren bekriegten. In der Gegenwart wurden zahlreiche auf das Wasser bezogene Verträge abgeschlossen, in erster Linie im Bereich Schifffahrt. In den letzten Jahren kamen auch vermehrt Verträge hinzu, die sich auf das Management des Wassers, die Bekämpfung von Überschwemmungen und hydroelektrische Projekte bezogen. Trotz allem kann der Zugang zu Wasser zu sozialen und ökonomischen Spannungen führen.



© Patrick Lüthy / WACOpess.com

### Vorsicht vor missbräuchlicher Privatisierung

Die UNESCO weist denn auch in einer anderen Publikation darauf hin, dass ein unangemessenes Wassermanagement lokale Instabilität und womöglich gewaltsame Konflikte provozieren könnte. In Cochabamba, der drittgrössten Stadt Boliviens, kam es zu gewaltsamen Zusammenstößen, nachdem die Wasserversorgung privatisiert worden war. Die Stadt hatte zuvor an Wassermangel gelitten und war, meistens in unregelmässigen Abständen, mit Wasser von mittelmässiger Qua-

Zwischen 1990 und 2015 hat sich der Anteil der Weltbevölkerung mit Zugang zu aufbereitetem Trinkwasser von 76 auf 91 Prozent erhöht.

lität versorgt worden. In der Hoffnung, die Situation zu verbessern und den Versorgungsrythmus des Wassernetzes zu erhöhen, hatte die bolivianische Regierung mit einem privaten Konsortium einen Konzessionsvertrag über 40 Jahre unterzeichnet. Die Tarife für das Trinkwasser wurden kurze Zeit danach massiv erhöht, und zahlreiche Haushalte mussten einen erheblichen Teil ihres Budgets für die Bezahlung der Wasserrechnung aufwenden, ohne dass sich die Qualität des Wassers verbessert hätte. In ihrer Verzweiflung griff die Bevölkerung zum Mittel des Generalstreiks und blockierte während vier Tagen sämtliche Strassen. Neben der Tatsache, dass sie mehr bezahlen mussten, fürchteten die Bewohnerinnen und Bewohner von Cochabamba auch, dass die verschiedenen Quellen, welche die Landwirtschaft mit Wasser versorgten, ebenfalls besteuert würden. Bei den Quellen handelte es sich in erster Linie um Brunnen, die von Bauerngewerkschaften gegraben worden waren. Nach mehreren Monaten mit zivilen Unruhen, die hundert Verletzte und einen Toten forderten, wurden die Proteste eingestellt, nachdem die Regierung zugestimmt hatte, den Vertrag mit dem Konsortium rückgängig zu machen und die Wasserversorgung wieder der Stadtverwaltung zu übertragen.

### **Risiko einer Landflucht**

Für die Fachleute, die sich um die Sicherheit und das Risikomanagement im Bereich Wasserressourcen kümmern, besteht das grösste Problem in Regionen dieser Erde, die nicht über genügend Wasser für die Bewässerung der landwirtschaftlichen Anbauflächen verfügen. Im Mittleren Osten, in Nordafrika und Asien kommt es oft vor, dass sich ganze Gruppen von arbeitslosen Menschen gezwungen sehen, die ländlichen Gebiete in Richtung Stadt zu verlassen, weil sie nicht mehr genügend Wasser haben, um ihre Felder zu bewässern. Diese Migration führt zu politischer Instabilität. Weil sie grenzüberschreitend ist, kann sie auch Spannungen zwischen Staaten nach sich ziehen. In den 60er-Jahren errichtete Indien in Farraka einen Staudamm, der Bangladesch teilweise das Wasser des Ganges entzog. Der Staudamm sollte den Hafen des 160 Kilometer weiter südlich gelegenen Kalkuttas von Schlamm befreien. Die Abschwächung der Fliesskraft des Ganges führte dazu, dass die Menge des Oberflächen- und Grundwassers in Bangladesch zurückging, die Schifffahrt erschwert wurde, der Salzgehalt zunahm, die Fischgründe kleiner wurden und die Versorgung mit Wasser und damit die Gesundheitsversorgung erschwert wurde, was schliesslich dazu führte, dass es zu einer gewissen Abwanderung der Bevölkerung kam. Ironie des Schicksals: Die Migration fand vor allem in Richtung Indien statt.

*Schmelzwasserfluss  
in der Antarktis.  
Cours d'eau de fonte  
dans l'Antarctique.*





# «ICH FÜHLE MICH VERPFLICHTET»

INTERVIEW MIT MAUDE BARLOW

«J'AI LE DEVOIR DE M'ENGAGER»

INTERVIEW DE MAUDE BARLOW

**Maude Barlow ist Vorsitzende der kanadischen Bürgerbewegung «Council of Canadians». Sie setzt sich für das Menschenrecht auf Wasser ein und gegen eine Kommerzialisierung dieses öffentlichen Gutes. Sie erklärt, was bisher erreicht wurde und warum es trotzdem noch viel zu tun gibt.**

---

Interview von Lisa Krebs,  
Fachbeauftragte Entwicklungszusammenarbeit

---

*Ende 2015 ist die Zeitspanne zur Erreichung der Millenniums-Entwicklungsziele abgelaufen. Das Ziel im Bereich Wasser – die Reduktion der Anzahl Menschen ohne Zugang zu sauberem Trinkwasser – ist erreicht. Heute haben neun von zehn Personen Zugang zu sauberem Wasser. Trotzdem sterben heute täglich Tausende von Kindern aufgrund des Konsums von verunreinigtem Wasser. Warum ist es so schwierig, allen Menschen Zugang zu Trinkwasser zu verschaffen?*

Viele Menschen – ich eingeschlossen – bezweifeln die Aussage der UNO, dass das Ziel im Bereich Trinkwasser erreicht worden ist. Die UNO rechnet den Zugang zu Wasser über die Anzahl neu installierter Rohre. Aber damit wird nicht berücksichtigt, dass viele Rohre und Leitungen schmutziges Wasser transportieren, die neue Infrastruktur eventuell weit von den Leuten entfernt liegt oder der Preis für den Konsum von Wasser aus den neuen Leitungen das Budget der Armen übersteigt. Die UNO anerkennt jedoch, dass das Ziel im Bereich Zugang zu sanitären Installationen weit verfehlt wurde: 2,5 Milliarden Menschen haben keinen Zugang zu Toiletten und Hygiene. Die zunehmende ökologische Wasserkrise hat zur Folge, dass es in manchen Regionen immer schwieriger wird, überhaupt Zugang zu Wasser zu erhalten. Ich denke, diese Themen bleiben be-

stehen, weil viele Regierungen immer noch an ein Marktsystem glauben, das auf der Zusammenarbeit mit privaten Dienstleistern beruht, statt dass öffentliche Systeme finanziell unterstützt werden, von denen eine Mehrheit profitieren würde.

*2010 hat die UNO-Generalversammlung das Recht auf Wasser anerkannt. Wer hat seither von diesem neuen Menschenrecht profitiert? In welchem Sinne unterstützt es das Ziel, dass alle Menschen Zugang zu sauberem Wasser erhalten? Wo liegen die Herausforderungen in der Anwendung und Umsetzung des neuen Rechts?*

Es dauerte sehr lange bis der Entscheid der UNO, dass es ein Recht auf Wasser gibt, den Leuten auch wirklich bewusst wurde. Aber seit die Menschen um das neue Menschenrecht wissen, gibt es viele Zeichen der Hoffnung: Mehrere Länder haben ihre Gesetze angepasst oder die Verfassung ergänzt, um das Recht auf Wasser anzuerkennen. Eine Reihe von Schlüsselentscheidungen von Gerichten unterstützt zudem die UNO-Resolution. Verschiedene Gruppierungen nutzen die Resolution, um das Recht auf Wasser zu fördern, wo es vorher bestritten war. Dies beispielsweise in Detroit, wo Menschen einfach von der Wasserversorgung abgeschnitten wurden, oder in Mexiko, wo die lokale Industrie durch Öl- oder Erdgasbohrungen Trinkwasserquellen verschmutzt. Zudem wurde das Recht auf Wasser erfolgreich ins Feld geführt, um die Rückgabe von privatisierten Wasserversorgungen an die öffentliche Hand zu bewirken.

*In Ihrem Buch «Blaue Zukunft» erklären Sie anhand verschiedener Beispiele aus dem Norden und dem Süden die Bedeutung von Wasser als öffentliches Gut als Grundvoraussetzung dafür, dass alle Menschen Zugang zu Wasser erhalten. Können Sie diese Bedeutung kurz erläutern?*

Wasser ist ein öffentliches Gut und muss einer öffentlichen Treuhandschaft unterstehen. Wir brauchen Wasser zum Leben, und es muss verstanden werden, dass es den Menschen gehört, dem Ökosystem und den künftigen Generationen. Regierungen müssen für uns sorgfältig und treuhänderisch mit dem Wasser umgehen. Wasser darf nicht für private Gewinne verwendet und es darf nicht auf dem öffentlichen Markt gehandelt und verkauft werden.

*Wir in der Schweiz sind privilegiert: Die Wasserversorgungen befinden sich weitgehend in der öffentlichen Hand und sauberes Trinkwasser ist eine Selbstverständlichkeit. Welches könnte unser Beitrag sein, damit weniger privilegierte Menschen in anderen Regionen der Welt Zugang zu Wasser erhalten?*

Die Schweiz ist wie mein Heimatland Kanada gesegnet mit Wasser. Damit tragen wir auch Verantwortung, wir müssen sorgfältig mit der Ressource umgehen und anderswo ebenfalls dafür einstehen. Unsere Regierungen und Hilfsorganisationen müssen das Recht auf Wasser überall auf der Welt fördern. Das heisst öffentliche Dienstleistungen im Bereich Wasser unterstützen, wo Länder Hilfe brauchen. Die Förderung der Privatisierung von Wasserversorgungen im Ausland bei gleichzeitigem Geniessen von Wasser von der öffentlichen Hand daheim ist falsch.

*Seit 2011 gibt es die Blue-Community-Initiative. Die Initiative setzt sich ein für Wasser als öffentliches Gut und als Menschenrecht. Nebst verschiedenen Blue Communities in Kanada und Brasilien gibt es auch in der Schweiz vier davon: Stadt und Universität Bern, die Kirchgemeinde Johannes in Bern sowie die Gewerkschaft Syndicom. Warum ist das Engagement der Blue Communities wichtig?*

Ich hoffe, dass sich das Konzept der Blue Communities überall auf der Welt verbreitet und bin glücklich, dass die Schweiz die Idee bereits aufgegriffen hat. Blue Communities erlauben uns, für etwas zu sein und nicht nur gegen etwas. Es ist zudem eine Möglichkeit für lokale Gemeinschaften, auf grass-root-level eigene Werte in Bezug auf Wasser festzulegen. In Kanada gibt es eine kleine Gemeinschaft in der Georgian Bay, wo alle – Restaurants, Hotels, Läden, Schulen – sich bereit erklärt haben, auf Flaschenwasser zu verzichten. Im Umkreis von vielen Kilometern erhält man nirgends Flaschenwasser. Die Leute sind tief besorgt – wie wir das auch sein sollten – über die Verschmutzung der Grossen Seen mit Mikropartikeln von Plastik.

*Vor kurzem wurden als Nachfolge auf die Millenniumsziele die Nachhaltigkeitsziele deklariert.*



©Manu Friederich

*Was erwarten Sie von ihnen, sind sie Schlüssel dafür, dass alle Menschen Zugang zu sauberem Wasser erhalten?*

*Maude Barlow  
in Bern.*

Wir kämpften hart, aber erfolgreich dafür, dass das Recht auf Wasser und sanitäre Anlagen in die neuen Nachhaltigkeitsziele aufgenommen wird. Das heisst aber nicht, dass plötzlich alles gut ist und jedermann Zugang zu sauberem Wasser und sanitären Anlagen hat. Aber es ist eine Erklärung der Familie der Menschen, dass niemand zusehen sollen muss, wie seine Kinder wegen Mangel an Wasser sterben, weil nicht Geld für die Bezahlung von sauberem Wasser vorhanden war.

*Eine letzte und persönliche Frage: Sie sind eine sehr prominente Wasseraktivistin mit langjähriger Erfahrung auf dem Gebiet. Angesichts des Bevölkerungswachstums, des zunehmenden Drucks auf die natürlichen Ressourcen und der Umweltschäden ist Ihr unermüdlicher Kampf für Wasser als öffentliches Gut und Menschenrecht sehr bemerkenswert. Was ist Ihre Quelle für dieses grosse Engagement? Werden Sie noch Zeugin davon, dass alle Menschen Zugang zu sauberem Wasser haben?*

Ich weiss nicht, ob ich diesen Tag erleben werde, an dem alle sauberes Wasser haben und ein Leben in Würde führen. Aber ich glaube an eine tiefsitzende Tugendhaftigkeit in den meisten Menschen und vertraue darauf, dass wir uns gemeinsam in eine bessere Zukunft bewegen können. Meine Sorge gilt der ökologischen Wasserkrise: Sie erschwert es, unser Versprechen einzulösen, dass alle Menschen sauberes Wasser erhalten werden. Aber ich fühle mich verpflichtet, eine Bewegung zu bilden, welche sich der unterschiedlichen Herausforderungen annimmt und sich für die blaue Zukunft einsetzt.

**F** **Maude Barlow préside le mouvement citoyen canadien «Conseil des Canadiens», une organisation qui s'engage pour le droit des êtres humains à l'eau et contre la commercialisation de ce bien universel. Alors que certains objectifs en la matière ont pu être atteints, la militante explique pourquoi il reste encore beaucoup à faire.**

Propos recueillis par Lisa Krebs, collaboratrice spécialisée en charge de la coopération au développement

*L'échéance des objectifs du Millénaire pour le développement arrive à son terme fin 2015. Dans le domaine de l'eau, la cible est atteinte: réduire de moitié le nombre de personnes qui ne bénéficient pas d'un accès à l'eau potable. Aujourd'hui, neuf personnes sur dix ont cet accès. Pourtant, des milliers d'enfants meurent encore chaque jour après avoir consommé de l'eau insalubre. Pourquoi est-ce si difficile de procurer de l'eau potable à tout le monde?*

Comme beaucoup d'autres personnes, je questionne l'affirmation que l'objectif en termes d'eau potable est atteint. L'ONU se base sur le nombre de nouvelles conduites installées. Mais elle ne tient pas compte du fait que nombre de ces conduites transportent de l'eau insalubre, que les nouvelles infrastructures se trouvent parfois loin des populations ou que le prix de la consommation d'eau provenant de ces nouvelles installations est

trop élevé pour les populations les plus pauvres. L'ONU reconnaît en revanche que l'objectif d'accès à l'assainissement n'est de loin pas atteint: 2,5 milliards de personnes ne bénéficient toujours pas de toilettes ou d'accès à l'hygiène. Avec la crise écologique de l'eau, certaines régions du monde ont même de plus en plus de difficulté à simplement trouver de l'eau. Si ces problèmes perdurent, c'est parce que de nombreux gouvernements se fient encore à un marché basé sur la collaboration avec des prestataires privés, au lieu de financer des infrastructures publiques qui profiteraient au plus grand nombre. L'Assemblée générale de l'ONU a reconnu en 2010 le droit fondamental à l'eau potable. Mais qui a pu réellement profiter de ce nouveau droit humain à ce jour?

*Dans quelle mesure ce droit favorise-t-il l'objectif d'un accès universel à l'eau potable? Quels défis représentent l'application et la mise en œuvre de ce nouveau droit fondamental?*

Il a fallu très longtemps pour que les gens prennent vraiment conscience de ce droit à l'eau proclamé par l'ONU. Mais depuis qu'il y a cette prise de conscience, nous voyons des raisons d'espérer. Plusieurs pays ont adapté leurs lois ou amendé leur Constitution afin de reconnaître le droit à l'eau. Par ailleurs, la résolution de l'ONU s'est vue étayée par une série de décisions de justice. Certaines organisations se sont servies de cette résolution pour faire valoir le droit à l'eau là où il était menacé. Comme à Detroit (Etats-Unis) par exemple, où certaines personnes étaient simplement coupées du réseau d'eau. Ou au Mexique, où l'industrie locale a contaminé des sources d'eau potables par des forages de pétrole ou de gaz: là aussi, le droit à l'eau a servi de justification pour la restitution en mains publiques de réseaux privatisés.

*Dans votre livre «Blue Future», vous démontrez que garder l'eau en mains publiques est une condition pour garantir son accès universel. Vous citez plusieurs exemples de pays du Nord et du Sud. Pouvez-vous nous expliquer cela?*

L'eau est un bien public qui doit être confié une entité publique. Nous avons tous besoin d'eau pour vivre. Il faut bien comprendre que l'eau appartient aux êtres humains, à l'écosystème et aux générations futures. Les gouvernements doivent gérer l'eau avec précaution et sens des responsabilités. L'eau ne devrait pas servir des intérêts privés ni être vendue ou commercialisée sur les marchés publics.

*En Suisse, nous sommes privilégiés: l'approvisionnement se trouve en grande partie en mains publiques et l'eau potable et salubre est un acquis. Comment pourrions-nous contribuer à l'accès*

*à l'eau potable pour des populations moins privilégiées?*

La Suisse est choyée en termes d'eau, tout comme mon pays, le Canada. Cette abondance nous donne la responsabilité de prendre soin de cette ressource et de nous engager si elle est menacée ailleurs dans le monde. Nos gouvernements et nos ONG doivent promouvoir et défendre ce droit à l'eau dans le monde entier. Par exemple en soutenant des infrastructures et des services publics dans des pays qui ont besoin d'aide. Il serait fallacieux de favoriser la privatisation de l'eau à l'étranger alors que nous profitons d'une eau du service public chez nous.

*L'initiative Blue Community (Communauté bleue) existe depuis 2011. Elle milite pour l'eau comme bien public et droit humain. Le Canada et le Brésil hébergent plusieurs de ces communautés. En Suisse, on en compte quatre: la Ville et l'Université de Berne, la paroisse Saint Jean à Berne et le syndicat des médias et de la communication Syndicom. Pourquoi l'engagement de ces communautés est-il si important?*

J'espère que le concept des Communautés bleues va essaimer partout dans le monde et je suis très heureuse que l'idée ait déjà pris en Suisse. Ces initiatives nous permettent d'être pour quelque chose, non pas toujours contre. Elles représentent aussi une possibilité pour les communautés locales de déterminer leurs propres valeurs concernant l'eau, à leur niveau très concret. Nous avons une petite communauté au Canada, dans la Baie géorgienne (dans les Grands Lacs, au nord-ouest de Toronto nldr.) où tout le monde a décidé de renoncer à l'eau en bouteille: hôtels, restaurants, magasins ou écoles, plus une seule bouteille d'eau n'est vendue dans un périmètre de plusieurs kilomètres. Les gens là-bas se font beaucoup de souci pour la pollution des Grands Lacs par les microparticules de plastique. Nous devrions aussi nous en faire.

*Il y a peu, les Objectifs de développement durable (ODD) ont pris le relais des objectifs du Millénaire. Quelles sont vos attentes? Représentent-ils la solution pour assurer un accès à l'eau potable pour tous?*

Nous nous sommes beaucoup battus pour que le droit à l'eau et à l'assainissement soit intégré aux nouveaux Objectifs de développement durable, et nous l'avons obtenu. Cela ne veut pas dire que tout va bien et que tout d'un coup, tout le monde y aura accès. Mais par cet engagement, la famille humaine déclare solennellement que plus personne ne devrait voir son enfant mourir par manque d'eau, ou parce qu'il n'a pas assez d'argent pour se procurer de l'eau potable.

*Une dernière question, plus personnelle: vous êtes une militante de premier plan dans le domaine de l'eau et disposez d'une longue expérience de terrain. Votre lutte sans relâche en faveur de l'eau comme bien public et comme droit fondamental est remarquable, surtout dans un contexte de croissance démographique, de pression grandissante sur les ressources naturelles et des dommages à l'environnement. Quelle est votre source à vous pour cet engagement? Pensez-vous que vous verrez un jour l'ensemble de l'humanité bénéficier d'un accès à l'eau potable?*

J'ignore si je connaîtrai le jour où tous les êtres humains auront de l'eau potable et vivront dans la dignité. Mais je suis convaincue de la vertu de la plupart des gens et je crois profondément que nous sommes capables d'aller ensemble vers un avenir meilleur. Mon souci concerne plutôt la crise écologique de l'eau: à cause de cette crise, il est plus difficile de remplir notre promesse de procurer de l'eau potable à l'ensemble de l'humanité. Mais je pense avoir le devoir de lancer un mouvement qui s'attaque à ces défis et qui s'engage pour un «avenir bleu».

Maude Barlow  
à Berne.



# LOKAL GLOBALES BEWIRKEN

DAS BEISPIEL KIRCHGEMEINDE JOHANNES BERN

## ACTION LOCALE POUR UN EFFET **GLOBAL**

L'EXEMPLE DE LA PAROISSE SAINT-JEAN À BERNE

**Die OeME-Herbsttagung für einen gerechten Zugang zu Wasser findet in der Kirchgemeinde Johannes in Bern statt. Nicht nur wegen Lage und Infrastruktur eine gute Wahl, sondern auch vom Thema: Denn sie ist eine der ersten «Blue Communities».**

Von Karl Johannes Rechsteiner

Im Eingangsbereich des Kirchgemeindehauses im Berner Breitenrain ist ständig etwas los: Da sitzen tamilische Frauen in den Sesseln und warten auf Kinder vom Nachhilfeunterricht. Ein Quartierbewohner studiert die Tageszeitung. Oder Jugendliche vom Theaterensemble sind an den Tischchen in Diskussionen verwickelt: Sie spielen im Stück «Draussen bei den Heiden» auf berührende Weise Szenen zu Mission, Rassismus und Sklaverei. Mittdrin, gut frequentiert, der Kaffeeautomat mit fair-trade-zertifiziertem Angebot. Wer auf seinen Becher wartet, erblickt eine Auszeichnung an der Wand: Die evangelisch-reformierte Johannes-Kirchgemeinde sei eine «Blue Community».

Spürbar wird das sofort, wenn jemand Wasser statt Kaffee trinken will: Hier gibts keine Flaschen mit Blöterliwasser, sondern fantastisches «Hahnenburger». Meist besser als bekannte Mineralwasser-Marken, erklärt Pfarrer Jürg Liechti-Möri: «Wer lokales, nicht abgefülltes und nicht transportiertes Wasser trinkt, schont die Umwelt», stellt er fest: «Die Bereitstellung von Leitungswasser benötigt tausend Mal weniger Energie als jene von Mineralwasser.» Beschwert hat sich bisher niemand. Das Zeichen für nachhaltigen Umgang mit Wasser kommt gut an. Jung und Alt leuchtet es sofort ein, weiss Jürg Liechti.

### **Wasser als öffentliches Gut**

In der Johanneskirche wird die Wasserfrage seit 2009 immer wieder thematisiert. Begegnungen mit dem brasilianischen Wasserkämpfer Franklin Frederick schärfen das Bewusstsein und auch die

biblische Auseinandersetzung brachte neue Gedanken: «Der Herr ist mein Hirte; mir wird nichts mangeln», heisst es im Psalm 23, und «... er führt mich zum frischen Wasser.» Diese Verheissung hat einen praktischen oder gar politischen Hintergrund. Sie spielt an auf Auseinandersetzungen rund um Brunnen und proklamiert den Zugang zu Wasser für alle. So ist die uralte Geschichte heute hochbrisant, wenn zum Beispiel Grosskonzerne Hilfswerke als extrem bezeichnen, die sich für das öffentliche Recht auf Wasser einsetzen.

Blue Communities wie die Johannes-Kirchgemeinde wollen Menschen anregen, in ihrem Umfeld Leitungswasser zu trinken und sich um verantwortungsvollen Umgang mit Trinkwasser zu sorgen. Sie verpflichten sich zu vier Grundsätzen: Anerkennung des Wassers als Menschenrecht; Leitungswasser anstelle von Flaschenwasser trinken; Wasserdienstleistungen bleiben in der öffentlichen Hand; Partnerschaften mit internationalen Partnern pflegen.

### **Brunnen-Spaziergänge**

Die Kirchgemeinde kam angeregt durch den Einsatz der Fachstelle OeME in Kontakt mit der Blue-Community-Bewegung. Und über die OeME-Arbeit ist es auch möglich, sich international und vor allem in Entwicklungsländern für Wasser als Menschenrecht einzusetzen. Zuallererst jedoch ist dieses Engagement ein lokaler Einsatz fürs globale Thema. So sind auch die Berner Brunnen-Spaziergänge der Johanneskirche entstanden,

Hierzulande sei der Zugang zum Trinkwasser dermassen selbstverständlich, dass die Thematik zuerst manchmal fremd wirke, stellt Jürg Liechti fest. Doch eigentlich sei das Mitmachen als Blue Community ganz einfach: «Allerdings muss der Bewusstseinsprozess immer wieder neu gemacht werden», sagt er und nimmt noch einen Schluck Leitungswasser.

Für weitere Infos: [www.bluecommunity.ch](http://www.bluecommunity.ch)

**F** C'est dans la paroisse Saint-Jean à Berne que s'est tenu le séminaire d'automne de l'OeTN (Services Œcuménisme Terre Nouvelle), centré sur le thème de l'accès plus équitable à l'eau. Le choix du lieu était judicieux: cette paroisse est l'une des premières «Communautés bleues» en Suisse.

Par Karl Johannes Rechsteiner – Il se passe toujours quelque chose dans le hall d'entrée de la maison de paroisse située dans le quartier de Breitenrain à Berne: des femmes tamoules attendent leurs enfants à la sortie du cours de rattrapage scolaire. Un habitant du quartier épluche le journal du jour. Des jeunes de la troupe de théâtre sont plongés dans d'intenses discussions autour d'une table: ils préparent une pièce poignante sur les missions, le racisme et l'esclavage. Au milieu de toute cette animation, le distributeur de café propose ses breuvages estampillés «commerce équitable». Si l'on prend la peine de lever les yeux en attendant son gobelet, on peut lire sur le mur: la paroisse réformée de Saint-Jean est une «Communauté bleue».

Premier indice de cet engagement «bleu»: celui qui veut boire de l'eau ne trouvera pas de bouteille remplie de liquide à bulles, mais un excellent «Château la Pompe»! Une eau du robinet bien souvent meilleure que les marques d'eaux minérales bien connues, explique le pasteur Jürg Liechti-Möri. «Boire de l'eau d'ici, pas embouteillée ni transportée permet de ménager l'environnement», assure-t-il. «Il faut mille fois moins d'énergie pour fournir de l'eau du robinet que de l'eau minérale». Personne ne s'est plaint jusque-là de l'absence de petites bouteilles, souligne le pasteur. Ce premier pas vers une utilisation durable de l'eau semble bien compris et accepté, tant auprès des jeunes que par les autres générations.

### L'eau, un bien public

Depuis 2009, la question de l'eau est thématisée régulièrement dans la paroisse Saint-Jean. Des rencontres avec le militant brésilien Franklin Frederick ont aiguisé les consciences. De même, la réflexion sur certains passages bibliques fait évoluer les mentalités: «L'Eternel est mon berger: je ne manquerai de rien», rappelle le psaume 23. Et: «... il me conduit vers l'eau vive.» Cette promesse comporte une dimension concrète, voire politique. Elle se réfère à des débats autour du puits et proclame l'accès à l'eau pour tous. Cette histoire séculaire est aujourd'hui d'une actualité brûlante: prenons seulement l'exemple des multinationales qui accusent les ONG d'extrémisme lorsqu'elles se battent pour un accès universel à l'eau.

Les Communautés bleues comme celles de la paroisse Saint-Jean souhaitent inciter les gens à utiliser de l'eau du robinet et à adopter plus



globalement un comportement responsable face à l'eau potable. Elles s'engagent à respecter quatre principes.

### Les promenades-fontaines

C'est par le biais de OeTN que la paroisse est entrée en contact avec le mouvement des Communautés bleues. Et c'est grâce au travail de l'OeTN qu'elle peut s'impliquer pour l'eau comme droit humain sur le plan international, surtout dans des pays en développement. Dans un premier temps, cet engagement est une action locale pour une cause globale. C'est ainsi que sont nées les promenades-fontaines de l'église Saint-Jean.

En Suisse, l'accès à l'eau potable est si naturel que cette thématique peut paraître bizarre à prime abord, constate Jürg Liechti. Finalement, ce n'est pas si compliqué de participer en tant que Communauté bleue. «Même si la prise de conscience doit toujours être relancée», nuance-t-il en avalant encore une gorgée d'eau... du robinet.

Pour plus d'informations: [www.bluecommunity.ch](http://www.bluecommunity.ch)

*Bei der Kirchgemeinde Johannes gibt es «Hahnenburger».*

*A la paroisse de St-Jean, on se sert au «château la Pompe».*

# Der harte Kampf um Ressourcen

**In Lepaterique, Honduras, ist Wasser ein hart umkämpftes Gut. Die Abholzung der Wälder bedroht die Quellen und der Einsatz von Düngemittel verschmutzt das Wasser. Zusammen mit lokalen Organisationen setzt sich HEKS für eine Verbesserung der Lebensbedingungen in dieser ländlichen Gegend ein.**

Adrian Hauser – Währendem wir in der Schweiz auch in Sachen Wasser relativ luxuriös leben, ist anderswo Wasserknappheit an der Tagesordnung und ist manchmal sogar lebensbedrohlich. So etwa in der Gemeinde Lepaterique in Honduras. Die ländliche Ortschaft befindet sich auf einer teilweise bewaldeten Hochebene 40 Kilometer von der Hauptstadt Tegucigalpa entfernt. Der grösste Teil des in der Hauptstadt konsumierten Wassers stammt aus Quellen auf dem Gebiet von Lepaterique. Doch ihre Wasserreserven sind zurzeit massiv bedroht. Dies aus verschiedenen Gründen, wie Sandra Wicki, Programmbeauftragte für Kolumbien und Honduras vom HEKS (Hilfswerk der Evangelischen Kirchen Schweiz), erklärt.

Durch die Nähe zur Hauptstadt und die günstigen klimatischen Bedingungen für den Anbau von Gemüse sei der Verbrauch von natürlichen Ressourcen durch Dritte sehr hoch. Die Urbanisierung schreitet voran, weil immer mehr Stadtbewohner Land in Lepaterique kaufen. Gleichzeitig nimmt die Gemüseproduktion durch den Einsatz

von chemischen Düngemittel zu und verschmutzt die Wasserquellen. Doch auch die Abholzung ist gemäss Sandra Wicki eine Gefahr für die Wasserreserven. Traditionellerweise war die Gemeinde Lieferantin von Brennholz, Kiefernharz und Holzkohle. Was früher die Existenz von Familien und Kleinunternehmen sicherte, ist jetzt oft in den Händen von Grossunternehmen. Diese holzen Wälder im grossen Stil ab, teils legal mit Erlaubnis des Staates, aber auch illegal. Durch die Zerstörung der Vegetation nimmt die Menge des Wassers von den Quellen ab. Die Folge ist: «Die Bedrohung der Wasserressourcen durch Abholzung, Verschmutzung und Übernutzung hat fatale Folgen für die Gesundheit der Bevölkerung», erklärt Sandra Wicki.

## Gegenstrategien

Um die Situation zu verbessern, bildete die Bevölkerung lokale Wasserkomitees. Diese kümmern sich um den Aufbau von Leitungswasser-Systemen, da die Versorgung über Wasserquellen an der Erdoberfläche zunehmend schwieriger wird. Gleichzeitig nehmen sie aber auch Einfluss auf die Gesetzgebung bei den lokalen Regierungen und bei anderen staatlichen Institutionen, um die Zonen für die Wassereinzugsgebiete rechtlich festzulegen und zu schützen. Umweltschutzkomitees jeder Gemeinde überwachen zudem permanent die vorhandenen Waldgebiete, um illegalen Holzschlag zu verhindern, zu dokumentieren und den zuständigen Behörden zu melden.

HEKS arbeitet mit lokalen Organisationen zusammen und unterstützt sie im Kampf um Land und natürliche Ressourcen. So beispielsweise die Organisation «Red de CODEMAS», welche ein Zusammenschluss von verschiedenen lokalen Umweltschutzkomitees ist. HEKS bietet ihrer Partnerorganisation technische Unterstützung durch das Landesbüro und finanziert konkrete Projektaktivitäten. Das Augenmerk liegt auch auf dem Aufbau und dem Betrieb eines Gemeinderadios. Das ist wichtig, weil die ländliche Bevölkerung nur limitierten Zugang zu Elektrizität und Schulbildung hat, was zu einer gewissen Isolierung führt. «Das Radio ist oft die einzige Möglichkeit, sich zu informieren», erklärt Sandra Wicki. «Es dient als Sprachrohr und Bildungsinstrument und vernetzt die verschiedenen Organisationen.»

Das Beispiel zeigt, dass Menschenrechte immer wieder hart erkämpft werden müssen – besonders wenn es um wertvolle Naturgüter wie Wasser geht.

*Schulung für Jugendliche, um die technische Ausstattung des Lokalradios bedienen zu können.*

*Formation pour les jeunes destinée à maîtriser les installations techniques de la radio locale.*



## Une lutte sans relâche pour les ressources naturelles

**A Lepaterique, au Honduras, la lutte pour l'eau est quotidienne. La déforestation menace les sources et l'utilisation d'engrais pollue l'eau potable. En collaboration avec des organisations locales, l'EPER s'engage pour une amélioration des conditions de vie dans cette région rurale.**

*Adrian Hauser* – Alors qu'en Suisse, on vit dans l'abondance en matière d'eau, ailleurs la pénurie est un problème quotidien, voire vital. C'est notamment le cas à Lepaterique, au Honduras. Cette localité agricole située dans les hauteurs, à 40 kilomètres de la capitale Tegucigalpa, est entourée de larges forêts. La majeure partie de l'eau consommée dans la capitale provient des sources du territoire de Lepaterique. Mais les réserves de la localité sont actuellement menacées. Plusieurs facteurs expliquent cette situation, selon Sandra Wicki, chargée du programme pour la Colombie et le Honduras de l'Entraide protestante Suisse (EPER). La déforestation joue un rôle majeur dans la pénurie d'eau.

Du fait de la proximité de la capitale et d'un environnement propice à la culture maraîchère, l'utilisation des ressources par des tiers est très élevée. L'urbanisation avance inexorablement car de nombreux habitants de la ville achètent des terres à Lepaterique. Parallèlement, l'utilisation d'engrais chimiques dans la production de légumes augmente, ce qui pollue les sources d'eau. Traditionnellement, la commune fournissait du bois de chauffage, de la résine de pin et du charbon. Cette activité assurait auparavant un revenu aux familles et aux petits entrepreneurs. Elle est désormais souvent entre les mains de grandes entreprises qui coupent du bois à grande échelle. Elles le font en partie de manière légale, en accord avec l'Etat, mais aussi de façon illégale. La destruction de la végétation entraîne une diminution des réserves d'eau de source. «L'impact sur les ressources en eau par l'abattage de bois, la pollution et la surexploitation a eu des conséquences désastreuses sur la santé de la population», souligne Sandra Wicki.

### Comités locaux de surveillance

Afin d'améliorer la situation, la population a formé des comités locaux pour l'eau. Ces groupes ont entrepris de construire des systèmes d'irrigation destinés à acheminer plus facilement l'eau de source à la surface. Les membres du comité exercent également leur influence sur les décisions des pouvoirs locaux et au niveau des institutions nationales, afin de définir les zones d'eau



©HEKS

et de les protéger. Des comités de pollution de l'environnement de chaque localité surveillent en permanence les forêts pour contrecarrer les abattements illégaux. Ils documentent les zones de forêts qui pourraient être exploitées et en réfèrent aux autorités compétentes.

L'EPER travaille de concert avec des organisations locales et les soutient dans leur combat pour l'agriculture et l'accès aux ressources naturelles. L'organisation «RED de CODEMAS», par exemple, joue le rôle de plate-forme pour plusieurs comités de pollution de l'environnement locaux. L'EPER offre à ses organisations partenaires une assistance technique à travers un bureau de l'agriculture et finance des projets concrets sur place. Parmi eux, la mise en place et le fonctionnement d'une radio communautaire. Un projet important, puisqu'une grande partie de la population des campagnes n'a qu'un accès limité à l'électricité et à l'éducation, d'où un certain isolement. «La radio est souvent le seul moyen de s'informer», explique Sandra Wicki. «Elle sert de porte-voix, d'instrument de formation et relie les gens et les organisations.»

Ces exemples illustrent la nécessité d'une lutte constante pour défendre les droits humains, surtout lorsqu'ils concernent l'accès à une ressource naturelle aussi précieuse que l'eau.

*Personnes clés de la population du village après le tour des sources d'eau de «Tulmare», lors de la séance destinée à analyser la situation.*

*Schlüsselpersonen der Dorfbevölkerung nach dem Rundgang um die Wasserquelle «Tulmare» bei anschließender Sitzung, um die Situation zu analysieren.*



©HEKS

*Construction du bâtiment dans lequel sera aménagé la radio et un petit espace bureau.*

*Konstruktion des Gebäudes, wo anschliessend das Radio und ein kleiner Büroraum untergebracht sein werden.*